

# PLANÈTE AUF

JUILLET 2014

# #30



## ZOOM SUR

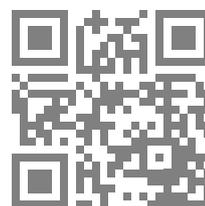
### L'AUF en Europe centrale et orientale

PAGE 04

## DOSSIER

### Evaluation et qualité dans l'enseignement supérieur

PAGE 08



[www.auf.org](http://www.auf.org)



**AGENCE**  
**UNIVERSITAIRE**  
**DE LA FRANCOPHONIE**

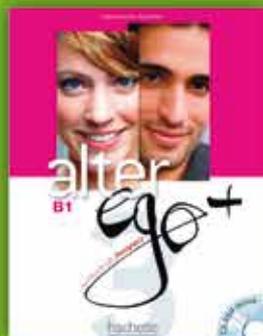
### GRANDS ADOS ET ADULTES



MANUELS NUMÉRIQUES ENRICHIS



APPLIS POUR TABLETTE



MANUEL NUMÉRIQUE ENRICHIS

Parcours digital



APPLIS POUR TABLETTE



### FRANÇAIS PROFESSIONNEL ET INTENSIF



MANUEL NUMÉRIQUE ENRICHIS

### ENSEIGNANTS

3 nouveautés en 2014 !



Disponibles en format e-book !



Trouver des informations complètes pour toutes nos nouveautés sur : [www.hachettefle.fr](http://www.hachettefle.fr)

Suivez toute l'actualité Hachette FLE sur les réseaux



## SOMMAIRE

04

### **ZOOM SUR**

L'AUF en Europe centrale et orientale



08

### **DOSSIER**

Evaluation et qualité dans l'enseignement supérieur



12

### **LES INSTANCES DE L'AUF**

Informations à retenir

13

### **EN BREF**

14

### **CONTACTS**

## LE MOT DU RECTEUR

PLANÈTE AUF, VOTRE LETTRE D'INFORMATION, FAIT PEAU NEUVE. UNE IDENTITÉ VISUELLE REVISITÉE ET UNE MAQUETTE REPENSÉE S'ADAPTENT À L'ÉVOLUTION DE L'AGENCE. UNE RUBRIQUE EST Désormais consacrée à la présentation de son intervention en région ; une autre abordera des thèmes clefs de l'enseignement supérieur.

C'est la région Europe centrale et orientale qui est à l'honneur dans ce trentième numéro, à l'occasion de l'anniversaire du bureau régional de l'Agence ouvert il y a 20 ans en Roumanie, à Bucarest. Près de 90 institutions universitaires membres de l'Agence sont issues de cette région.

Le dossier central est consacré aux classements universitaires, à l'évaluation et à la qualité de l'enseignement supérieur. L'AUF y fait entendre la voix de la Francophonie universitaire qui adopte une approche fondée sur le soutien mutuel des universités et une évaluation respectueuse de la diversité des modèles universitaires.

Une rubrique consacrée aux instances de l'Agence, tenues en mai dernier à Montréal, vous permettra de prendre connaissance des informations clefs à retenir, notamment l'adhésion symbolique du 800<sup>e</sup> membre



à l'AUF. Vous êtes en effet aujourd'hui 800 institutions dans 100 pays à avoir fait le choix d'adhérer à l'AUF ; je me réjouis de l'ampleur et du dynamisme de ce réseau académique.

**Bernard CERQUIGLINI**

**ZOOM SUR...**

# L'AUF EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

## Promouvoir la langue française dans l'enseignement supérieur

### L'AUF en région



#### M. Abderrahmane Rida,

Vice-recteur à la programmation et au développement  
Directeur p.i. du Bureau régional Europe centrale et orientale

#### L'AUF en Europe centrale et orientale en 2014

##### ► Les membres

89 institutions membres dans 18 pays

##### ► Les représentations locales

7 représentations locales dans 6 pays :

- 1 Bureau régional en Roumanie (Bucarest)
- 2 Antennes en Bulgarie (Sofia) et Moldavie (Chisinau)
- 1 Institut de la Francophonie pour l'Administration et la Gestion (IFAG) en Bulgarie (Sofia)
- 3 Campus Numériques Francophones en Albanie (Tirana), Arménie (Erevan), et en Géorgie (Tbilissi)

##### ► L'activité

- 23 formations francophones soutenues
- 90 étudiants inscrits pour l'année universitaire 2013-2014 à l'Institut de la Francophonie pour l'Administration et la Gestion (IFAG)
- 15 projets de recherche et de formation internationaux portés par des institutions de la région financés
- 100 stages professionnels financés
- 25 colloques scientifiques appuyés
- 36 centres de réussite universitaire francophones mis en place dans 12 pays de la région

L'intervention de l'AUF couvre les trois grands domaines constitutifs de l'enseignement supérieur que sont la formation, la recherche et la gouvernance universitaire. Elle déploie dans chacun de ces domaines des projets concourant au progrès d'un enseignement supérieur francophone servant le développement des sociétés. Ces projets sont mis en œuvre en partenariat et au bénéfice des institutions membres réparties à travers le monde ; ils font l'objet d'adaptations locales selon la diversité de la francophonie universitaire. La stratégie de l'AUF est ainsi déclinée en stratégie régionale. Dix régions sont couvertes aujourd'hui : les Amériques ; l'Afrique centrale et des Grands Lacs ; l'Afrique de l'Ouest ; l'Asie-Pacifique ; la Caraïbe ; l'Europe centrale et orientale ; l'Europe de l'Ouest ; le Maghreb ; le Moyen-Orient ; l'Océan Indien.

L'Agence universitaire de la Francophonie ouvre sa première représentation locale en Europe centrale et orientale, à Bucarest, en Roumanie en 1994 dans un contexte géopolitique en pleine mutation. Confrontées à des changements politiques et socio-économiques, les institutions universitaires de la région doivent s'adapter et modifier leur gouvernance et leurs missions. Alors que les pays de la zone cherchent de nouvelles portes d'entrée pour agir à l'international, l'AUF représente la possibilité de s'ouvrir sur le monde, un moyen de développer les échanges universitaires et de renforcer leur performance.

Sept institutions sont à l'époque membres de l'association. Dans cette région originellement non francophone, mais à forte tradition francophile, l'adhésion à la francophonie universitaire rencontre un vif succès. Le nombre d'institutions adhérentes se multiplie. Des pays d'Europe centrale à ceux d'Europe de l'Est, le réseau d'institutions membres de l'AUF s'étend au cours des vingt dernières années à l'ensemble des pays de la région.



Le réseau compte aujourd'hui 89 institutions dans 18 pays.

La diversité géographique des adhésions au cours des vingt dernières années a nécessité l'ouverture de nouvelles implantations dans la région. L'Agence universitaire est aujourd'hui présente en Albanie, Arménie, Bulgarie, Géorgie, Moldavie et Roumanie.

Le Bureau régional Europe centrale et orientale (BECO) est l'interlocuteur privilégié des 89 membres de l'AUF dans la région. Il anime et coordonne l'activité de l'Agence dans l'ensemble des pays de l'Europe centrale et orientale. Il réalise les projets de l'Agence dans ces territoires et suscite les collaborations scientifiques entre les établissements d'enseignement supérieur membres de l'Agence de la région et les autres pays francophones.

### 89 institutions dans 18 pays

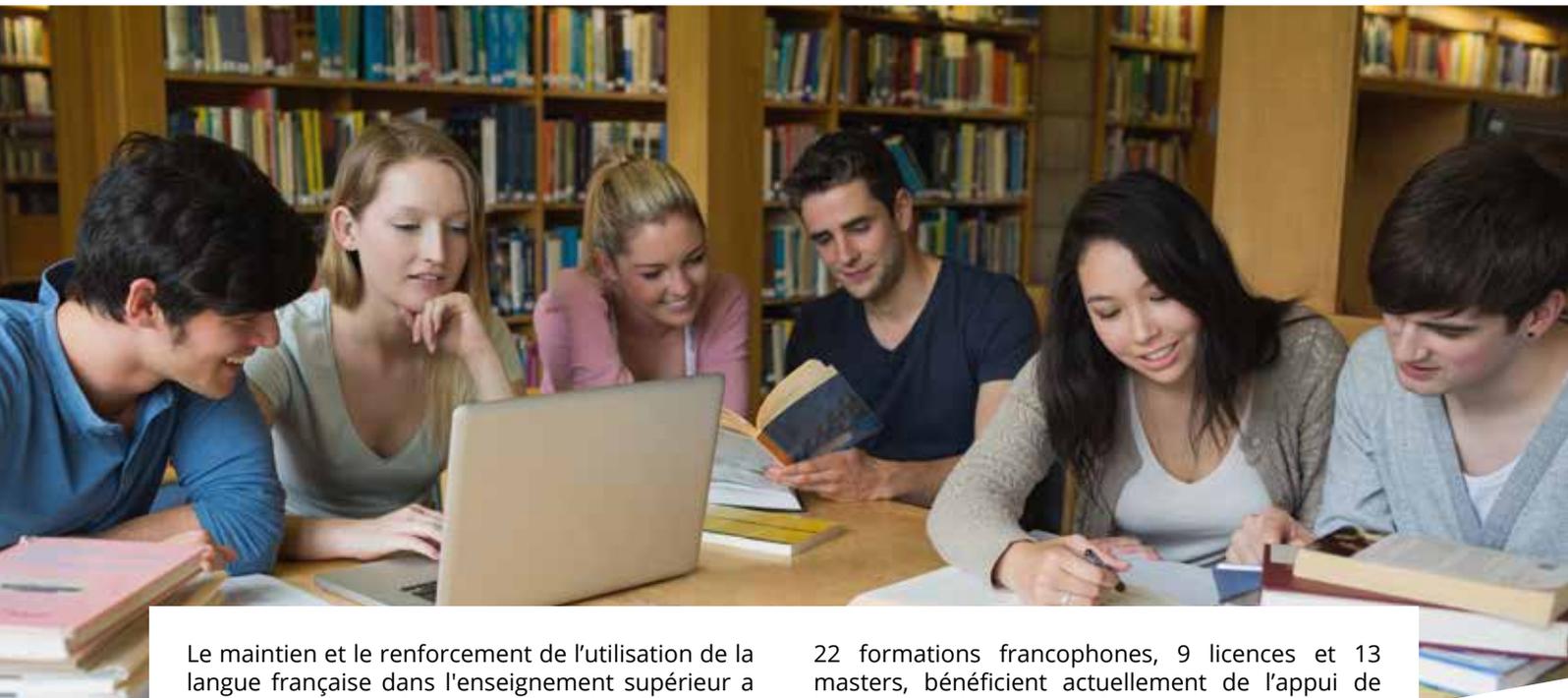
Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldavie, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie, Turquie, Ukraine.

La Bosnie-Herzégovine a récemment rejoint l'AUF avec l'adhésion de l'Université de Sarajevo.

**ZOOM SUR...**

# L'AUF EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

## L'AUF au service du renforcement de la langue française dans l'enseignement supérieur en Europe centrale et orientale



Le maintien et le renforcement de l'utilisation de la langue française dans l'enseignement supérieur a toujours représenté un axe principal de l'action de l'AUF en Europe centrale et orientale. Cette priorité se décline tant au niveau de la formation que de la recherche.

### **ENSEIGNER EN FRANÇAIS**

Dans le domaine de la formation, l'enjeu est de maintenir une offre de cursus universitaires francophones de qualité dans des domaines variés. Les projets mis en œuvre concernent, entre autres, l'appui à des formations francophones (de la licence au master) portées par des universités de la région, le soutien des départements de français des institutions ou encore la mise en œuvre de mobilités étudiantes au niveau du master.

22 formations francophones, 9 licences et 13 masters, bénéficient actuellement de l'appui de l'AUF en Albanie, Arménie, Bulgarie, Hongrie, Moldavie, Roumanie, Russie et Ukraine.

### **Un nouveau projet pour moderniser l'enseignement du français**

Afin de moderniser l'enseignement du français, plus de trente universités de la région accueillent depuis 2012 des espaces didactiques « centres de réussite universitaire ». Ces centres sont dotés de ressources pédagogiques, d'équipement technique de pointe ainsi que de médiathèques diffusant des ressources francophones centrées sur l'apprentissage du et en français.

**36 centres de réussite universitaire ont été installés dans des universités membres de l'AUF dans douze pays :**

Arménie, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Kazakhstan, Lituanie, Moldavie, Roumanie, Russie, Slovaquie, Turquie, Ukraine.

Témoignage de bénéficiaires de centres de réussite universitaire



**Anna Morgunova,**  
étudiante en architecture,  
Ukraine

« Le centre de réussite universitaire de la Prydniprov's'ka Académie d'Etat de Génie Civil et d'Architecture est disponible à tous ceux qui aiment la culture et la langue française. Ce centre permet d'effectuer un travail plus ciblé et plus approfondi, non seulement du point de vue des études, mais aussi du point de vue créatif. »



**Veronika Palková,**  
étudiante en traduction-  
interprétariat, Slovaquie

« Le centre de réussite universitaire est un endroit agréable pour se réunir ; il nous donne accès au matériel utile pour nos études, notamment des manuels et des dictionnaires que nous pouvons emprunter. Les ordinateurs portables sont très pratiques et comme ils sont reliés par wifi, cela nous facilite le travail pendant nos cours ou nos recherches. »

## RECHERCHER EN FRANÇAIS

Au chapitre de la recherche, il s'agit d'accompagner la production des universitaires francophones actifs d'Europe centrale et orientale, essentiellement à travers :

- › le soutien à des équipes de recherche internationales travaillant en langue française ainsi qu'à des manifestations scientifiques francophones dans la région ;
- › la contribution des universitaires de la région à des colloques internationaux.

### Le renforcement des équipes de recherche

Quinze projets de recherche internationaux bénéficient actuellement d'un soutien financier de l'AUF. Ils concernent des domaines de recherche prioritaires pour la région : politique, histoire, anthropologie, sociologie ; informatique, environnement, génie ; médecine, santé, biologie, biotechnologie ; médecine vétérinaire, agroalimentaire. Ces projets sont portés par des universités de Bulgarie, de Croatie, de Géorgie, de Macédoine et de Roumanie ; ils sont menés en partenariat avec 47 établissements de 15 pays d'Europe centrale et orientale, d'Europe de l'Ouest et d'Afrique.

Depuis 2010, 41 projets de recherche ont bénéficié d'un financement de l'AUF.

L'AUF accompagne également les doctorants, via la création de collèges doctoraux francophones ; ils leurs permettent de bénéficier d'un soutien privilégié pour finaliser leur thèse. Deux collèges viennent d'être récemment créés dans le domaine des « sciences de la vie et de la santé » et en « sciences et technologies ».

### Un pôle francophone d'excellence de formation-recherche en économie et gestion, à vocation internationale

L'institut de la Francophonie pour l'administration et la gestion (IFAG) a été créé en 1996, à la demande du Sommet des Chefs d'État et de gouvernement, en réponse aux besoins de formation des cadres de haut niveau des pays de la région, confrontés alors aux difficultés de gestion de la transition. Il a joué un rôle actif dans la formation de spécialistes maîtrisant les techniques modernes de gestion des entreprises et des affaires publiques. Initialement ouvert au bénéfice des pays de l'Europe centrale et orientale, l'IFAG a diversifié ses activités, a enrichi ses formations, a multiplié ses partenariats, pour devenir un pôle francophone d'excellence de formation-recherche en économie et gestion,

## DES PROJETS PHARES

à vocation internationale. Il propose des masters spécialisés dans les domaines de la gestion d'entreprises, du management public et de l'économie sociale et solidaire, en partenariat avec des universités de Belgique et de France.

Depuis sa création, l'IFAG a formé plusieurs centaines de diplômés. La moitié d'entre eux sont des Bulgares, un tiers sont originaires des pays de l'Europe centrale et orientale, les autres proviennent de différents pays francophones du continent européen, africain ou asiatique. La notoriété de l'Institut a attiré des jeunes de 40 pays du monde.

### Un partenariat gouvernemental exemplaire - le programme de bourses « Eugen Ionescu »

En mai 2007, le gouvernement de la Roumanie a créé le système de bourses d'études doctorales et de postdoctorat « Eugen Ionescu » pour les ressortissants étrangers accueillis au sein des institutions d'enseignement supérieur de Roumanie, membres de l'AUF. Le programme est financé par le gouvernement roumain ; sa gestion est confiée à l'AUF.

Le programme « Eugen Ionescu » permet aux chercheurs et aux doctorants des pays francophones, issus des établissements d'enseignement supérieur membres de l'AUF, de bénéficier d'une formation d'un minimum de trois mois dans les institutions d'enseignement supérieur roumaines partenaires du projet.

470 doctorants et post-doctorants ont bénéficié du programme depuis son lancement.

# EVALUATION ET QUALITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Mesurer la performance en respectant la diversité des modèles universitaires

L'inadéquation entre les classements internationaux qui prolifèrent et la réalité des universités dans le monde est frappante. La plupart tirent leurs racines aux Etats-Unis d'un modèle entrepreneurial fondé sur la compétitivité et retiennent un nombre réduit de critères, faisant fi des spécificités locales nationales. Les contributions de Philippe Vincke, Professeur émérite et Recteur Honoraire de l'Université libre de Bruxelles, Belgique, et Ghislaine Filliatreau, Directrice de l'Observatoire des sciences et techniques, Paris, France, expliquent bien les enjeux de ces classements. Comment faire face à ces classements qui s'imposent aux établissements d'enseignement supérieur, au détriment des plus faibles et des moins dotés ? L'AUF prend position en faveur de la coopération en lieu et place de la compétition.

Mesurer la performance d'une institution ne se limite pas à une évaluation basée sur des critères occultant les spécificités locales et érigeant la logique de compétitivité comme référence universelle. Les institutions ne suivent pas un modèle unique ; elles sont confrontées à des environnements très différents, notamment en matière de politiques nationales et régionales d'enseignement supérieur et de recherche, d'assurance qualité ou d'accréditation. Une approche différenciée semble nécessaire pour analyser et accompagner les institutions, en lieu et place des palmarès qui occupent le terrain depuis une dizaine d'années et qui ne valorisent pas les universités qui contribuent efficacement – avec de faibles moyens – au développement social et économique d'un territoire.

## Cinq critiques des traditionnels classements d'universités

**Philippe Vincke**, Professeur émérite et Recteur Honoraire de l'Université libre de Bruxelles, Belgique

- La technique utilisée pour agréger les critères (normalisation suivie d'une somme pondérée) a pour effet que la simple modification de la performance d'une université, sur un seul critère, peut complètement bouleverser le classement des autres universités, toutes choses étant égales par ailleurs. La comparaison de deux universités sur base d'un classement obtenu de cette manière n'a donc aucune signification.

- Le peu de précision des données utilisables conduit à une erreur généralement estimée à plus de

30%, ce qui peut correspondre à une centaine de places dans un classement.

- La mesure de la qualité de la recherche par des indices bibliographiques (citations, h-index) n'est pertinente que dans les disciplines qui intègrent ces indices dans leur mode de fonctionnement. Toutes les disciplines ne peuvent donc pas être combinées sur une seule échelle.

- Les « poids » utilisés dans une somme pondérée ne représentent pas les importances relatives

des critères, contrairement à ce que pensent généralement les utilisateurs. Ce sont des « taux de change » entre les unités des critères.

- Les universités sont des objets beaucoup trop complexes pour qu'on puisse les ordonner de la « meilleure » à la « moins bonne ». La seule comparaison qui a un sens est une comparaison multicritère sans agrégation. C'est d'ailleurs la seule intéressante pour une personne qui souhaite connaître les points forts et faibles d'une université.



# Appréhender la diversité

## des établissements dans le monde : U-Multirank (UMR)

**Ghislaine Filliatreau**, Directrice de l'Observatoire des sciences et des techniques, Paris, France

**Proposée en 2008 lors d'une conférence sur l'enseignement supérieur organisée par la présidence française de l'Union Européenne, l'idée d'un outil qui permette d'appréhender la diversité des établissements d'enseignement supérieur dans le monde a été investie par le soutien de la Commission européenne à U-Multirank (UMR).**

Basé sur des données mesurables et calibrées par discipline, UMR ambitionne de permettre aux étudiants et à leur famille d'identifier les établissements répondant le mieux à leurs besoins.

L'outil permet de comparer globalement les établissements entre eux, selon leur profil d'investissement dans différentes facettes de l'activité universitaire, puis les positionne les uns par rapport aux autres dans quatre disciplines : commerce, génie électrique, génie mécanique et physique.

Interactif, l'outil ne produit pas de palmarès mais une comparaison des activités des établissements dans cinq domaines : réputation en matière de recherche, qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, ouverture sur l'international, action régionale, réussite en matière de transfert de connaissances.

De ce fait, nul besoin de calculer des indicateurs composites et d'attribuer des coefficients aux différentes mesures.

De leur côté, la Conférence des présidents d'université (CPU) et le ministère français ont demandé à l'Observatoire des Sciences et Techniques (OST) de mettre en place un pilote pour un outil analogue, adapté à la France, qui aurait une double vocation : le projet CERES a vocation d'une part à participer à UMR avec des indicateurs dont la qualité et la pertinence soient garanties, d'autre part à établir un outil grâce auquel des indicateurs propres à la France complèteraient les indicateurs de comparaison internationale créés dans UMR.

UMR : <http://www.umultirank.org/>  
CERES : <http://www.obs-ost.fr/> ; projet CERES



L'Agence universitaire, fédératrice de la coopération universitaire francophone, s'est engagée dans cette réflexion. Les débats menés au cours de deux rencontres scientifiques organisées en 2012 et 2013 dans le domaine ont abouti à une voie alternative : l'introduction de la démarche qualité dans les universités. En effet, les classements ont poussé les universités à s'investir dans la démarche d'assurance qualité et à faire un travail d'évaluation et de suivi qui n'était pas nécessairement dans leur culture.

La démarche qualité est donc en soi une réponse au classement. Elle pousse les établissements d'enseignement supérieur à définir un plan stratégique conforme aux besoins socio-économiques locaux et au développement, en tenant compte des besoins de leurs étudiants et de leurs enseignants en termes de formation et de recherche.

Dans le respect des convictions exprimées par ses institutions membres dans la déclaration de São Paulo, l'AUF a positionné « l'évaluation et la démarche qualité » au centre de son axe stratégique d'intervention 2014-2017 consacré à la gouvernance. Des actions sont et seront lancées pour aider les institutions universitaires membres à améliorer leur performance dans le respect de leur diversité.

De nombreux établissements membres ont exprimé le besoin d'adopter des méthodes d'assurance qualité, d'opérer des auto-évaluations puis des évaluations externes, et de produire des plans stratégiques opérationnels. Ces établissements souhaitent le plus souvent être accompagnés dans ces démarches. Une méthodologie a été mise en place à cet effet, sur la base de projets déjà conduits par d'autres organisations internationales mais aussi directement par l'AUF dans plusieurs régions.

Le besoin est particulièrement important en Afrique au sens large. A la suite de séminaires organisés à Dakar (Sénégal) et à Bujumbura (Burundi), l'AUF lance, via son Institut de la Francophonie pour la Gouvernance Universitaire (IFGU), un projet pilote panafricain. Ce projet testera, dans un premier temps, ces méthodologies avec une quinzaine d'universités volontaires. Pour cette phase pilote, des partenariats stratégiques sont en cours, notamment avec le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), l'Union africaine, la coopération française (projet Papesac), certains réseaux institutionnels thématiques et le réseau africain des secrétaires généraux des universités francophones. L'objectif est « d'industrialiser » ensuite ce projet, grâce à des partenariats, pour l'étendre à davantage d'universités.



## Un projet pilote d'auto-évaluation des universités lancé au Maghreb

La culture de l'évaluation est déjà largement répandue parmi les universités du Maghreb. En Algérie, sous l'impulsion du ministère de tutelle, presque toutes se sont pourvues de « cellules Assurance qualité ». Au Maroc, la pratique régulière de l'évaluation est inscrite dans la loi. En Tunisie, le programme de réforme de l'enseignement supérieur (PARES II) a permis la mise en chantier, depuis 2006, d'un plan d'évaluation interne et externe. Une instance nationale de l'évaluation, de l'assurance qualité et de l'accréditation vient d'être créée.

Le bureau régional de l'AUF au Maghreb sensible aux enjeux de cette problématique, a fait de l'évaluation un de ses axes d'intervention prioritaires. Il a lancé en 2013 un projet pilote sur le soutien à l'auto-évaluation universitaire. Dix universités maghrébines (Algérie, Maroc, Tunisie) ont souhaité s'impliquer dans le projet. Les dix institutions bénéficient de l'accompagnement de l'Agence dans leur parcours d'auto-évaluation : formation par des experts à la pratique de l'auto-évaluation et à la rédaction des rapports. L'AUF constitue les commissions d'évaluateurs externes (européens et maghrébins) qui seront chargés d'évaluer les universités. Le projet est en cours.

## L'évaluation des établissements d'enseignement supérieur : une approche fondée sur le soutien mutuel des universités

Extrait de la déclaration de São Paulo – 16<sup>e</sup> assemblée générale de l'AUF – mai 2014

À l'issue de sa 16<sup>e</sup> assemblée générale, les institutions membres de l'AUF ont adopté une déclaration finale positionnant la francophonie universitaire sur cinq thèmes fondamentaux dont l'évaluation et le classement des universités. Extrait.

➤ Rappelant que l'enseignement supérieur est un bien public, nous constatons l'insuffisance des grands classements universitaires publiés annuellement. Conçus en fonction d'un modèle universitaire unique et supposé uniforme, ils n'offrent qu'un reflet partiel de ce qui fonde l'excellence universitaire. Ce faisant, ils ne tiennent pas toujours compte de la capacité des universités à répondre aux besoins des sociétés au sein desquelles s'insèrent les activités d'enseignement supérieur.

➤ Le recours systématique aux classements laisse surtout entendre que le monde universitaire est structuré par une compétition systématique entre les institutions, alors que la coopération est beaucoup plus caractéristique du mouvement universitaire dans son ensemble. C'est pourquoi nous appelons à une nouvelle culture de l'évaluation, appuyée sur le soutien mutuel que peuvent s'apporter les institutions d'enseignement supérieur. À la logique de la compétition, nous préférons la construction d'une coopération pérenne entre universités, dans la perspective d'une amélioration continue de nos modes d'enseignement, de nos stratégies de recherche et de nos pratiques de gouvernance.

➤ Nous affirmons la diversité des modèles d'universités et soutenons l'accompagnement des universités désireuses d'évaluer leur action et de définir des stratégies d'établissement. En vue d'accroître la pertinence de l'université à l'égard des besoins de la société, nous encourageons les institutions à systématiser le recours à l'assurance-qualité, qui permet d'améliorer les conditions d'accomplissement de leur mission. Nous demandons enfin à l'AUF d'organiser la formation d'experts en évaluation et de déployer un dispositif d'accompagnement et d'évaluation des universités qui en font la demande, en recourant aux principes et aux ressources de la coopération universitaire.

## LES INSTANCES DE L'AUF

# Informations à retenir

**LES TROIS CONSEILS DE GOUVERNANCE DE L'AUF - CONSEIL D'ADMINISTRATION, CONSEIL SCIENTIFIQUE ET CONSEIL ASSOCIATIF - SE SONT RÉUNIS AU SIÈGE MONTRÉALAIS DU 14 AU 16 MAI 2014.**

### • Programmation 2010-2013 : quelques chiffres de son activité

Le bilan de la programmation 2010-2013 a permis de constater que l'AUF a soutenu la réalisation de plus de 200 projets de recherche interuniversitaires en français, la mise en place de 75 colloques internationaux, la mobilité de plus de 6 800 enseignants, étudiants, chercheurs et professionnels, l'apprentissage à distance de plus de 2 410 apprenants, le renforcement du niveau de français de 27 000 étudiants. L'AUF a également apporté son appui à des formations francophones locales (75 en moyenne annuelle avec 22 000 étudiants inscrits de 2010 à 2013) et à distance (75 en moyenne annuelle avec 4 600 inscrits de 2010 à 2013).

Par ailleurs, 19 campus numériques francophones partenaires (espaces dédiés au numérique éducatif installés au sein des institutions universitaires) ont été ouverts en quatre ans. Le réseau des campus numériques francophones est composé aujourd'hui de 68 campus dans 40 pays à travers le monde.

### • Programmation 2014-2017 : renforcer la culture des résultats

Dans le souci d'améliorer ses interventions, l'AUF avait adopté une nouvelle méthode pour la mise en œuvre de sa programmation 2010-2013, réalisée selon une démarche par projet et une régionalisation accentuée. Riche de ses acquis et désireuse de renforcer sa culture

de résultats, l'AUF a proposé au conseil scientifique une série de cibles et d'indicateurs stratégiques qui viendront mesurer la performance de sa programmation 2014-2017.

### • Un plan stratégique pluriannuel en préparation

L'Agence entend se doter d'un plan stratégique pluriannuel, contrat moral qui l'engagera auprès de son public et de ses partenaires, notamment financiers, pour la période 2015-2017. Ce plan devrait être structuré en trois parties : mettre en œuvre la programmation quadriennale, renforcer le lien associatif et poursuivre la modernisation de la gouvernance interne de l'opérateur.

### • 24 nouveaux membres - 800 membres dans 100 pays

L'AUF a accepté 24 demandes d'adhésion d'institutions universitaires parmi les 34 qui avaient été déposées. Son réseau d'adhérents compte aujourd'hui 800 membres dans 100 pays. La Francophonie universitaire poursuit son déploiement mondial avec l'intégration de deux nouveaux pays au réseau de l'Agence : la Bosnie et l'Indonésie.

### • Réflexion sur la cartographie des membres

L'AUF a entamé une réflexion sur sa géographie. La croissance régulière de son nombre de membres et sa diversification géographique, touchant de plus en plus de pays où la francophonie institutionnelle est absente, l'oblige à repenser les périmètres d'intervention de ses bureaux régionaux, tout particuliè-

rement ceux implantés dans la Caraïbe, dans les Amériques et en Asie-Pacifique. Cette évolution géopolitique permettra à l'Agence de maintenir et de renforcer son soutien à la diversité universitaire francophone ; elle pourrait susciter de nouvelles adhésions en Afrique de l'Est et en Asie.

### • De nouvelles nominations à la direction de l'AUF



**Madame Nelly Fesseau**, administratrice civile hors classe, directrice adjointe chargée de la formation permanente à l'École nationale d'administration (ENA, Paris, France) depuis 2010, a été nommée secrétaire générale de l'Agence universitaire de la Francophonie. Elle succède à Madame Wanda Diebolt qui occupait cette fonction depuis 2009.



**Monsieur Abderrahmane Rida**, directeur du bureau Europe centrale et orientale de l'AUF, a été nommé vice-recteur à la programmation et au développement. Il succède à Monsieur Pierre Noreau.

## EN BREF

## CRÉATION DE LA CONFÉRENCE MAGHRÉBINE DES RESPONSABLES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (COMARES) MEMBRES DE L'AUF

Lancée par le bureau régional de l'AUF pour le Maghreb, cette initiative en faveur d'un espace de concertation universitaire régional s'est concrétisée début 2014 à Tunis avec la première réunion de la COMARES. La COMARES regroupe des présidents, recteurs et directeurs d'institutions d'enseignement supérieur d'Algérie, du Maroc et de Tunisie. Elle est un espace de concertation et de réflexion sur les questions relatives à la formation, à la recherche et à la gouvernance.

## PREMIÈRE RÉUNION DES PRÉSIDENTS DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES RECTEURS

La première réunion regroupant les présidents des Conférences régionales des recteurs des établissements membres de l'AUF a été organisée, par l'AUF, début juillet 2014. L'AUF entend ainsi renforcer le dialogue et les échanges d'expériences entre les différentes conférences et susciter la mise en place de nouvelles collaborations en faveur de l'enseignement supérieur francophone.

## UNE FORMATION EN LIGNE POUR SE FORMER AU PATRIMOINE - [HTTP://WWW.E-PATRIMOINES.ORG](http://www.e-patrimoines.org)

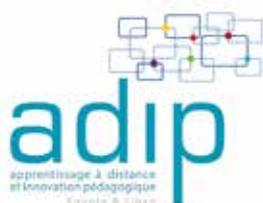
e-patrimoines.org



Formation dans les domaines des patrimoines matériels et immatériels

La formation à distance « e-patrimoines » est issue d'une collaboration entre le ministère de la Culture et de la Communication français, l'AUF et l'Université Numérique Francophone Mondiale (UNFM). Cette formation continue à distance est destinée en priorité aux professionnels du patrimoine d'une centaine de pays francophones. Quatre modules sont actuellement proposés.

## UN NOUVEAU PROJET EUROPÉEN TEMPUS COORDONNÉ PAR L'AUF : ADIP - APPRENTISSAGE À DISTANCE ET INNOVATION PÉDAGOGIQUE



Le projet ADIP, coordonné par le Bureau Moyen-Orient de l'AUF, a été retenu par la Commission européenne pour un financement de près d'1,5 M€ sur trois ans. Regroupant une vingtaine d'institutions partenaires du Liban, d'Égypte, de France, de Belgique, de Roumanie et du Luxembourg, ce projet se propose de réformer les méthodes d'enseignement par l'innovation

pédagogique, y compris numérique, pour une meilleure adéquation formation-emploi au Moyen-Orient. La cérémonie de lancement du projet s'est déroulée en mai 2014 à Beyrouth (Liban).

## L'AUF PARTENAIRE DU PROJET EUROPÉEN QESAMED - QUALITÉ EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AGRONOMIQUE EN MÉDITERRANÉE

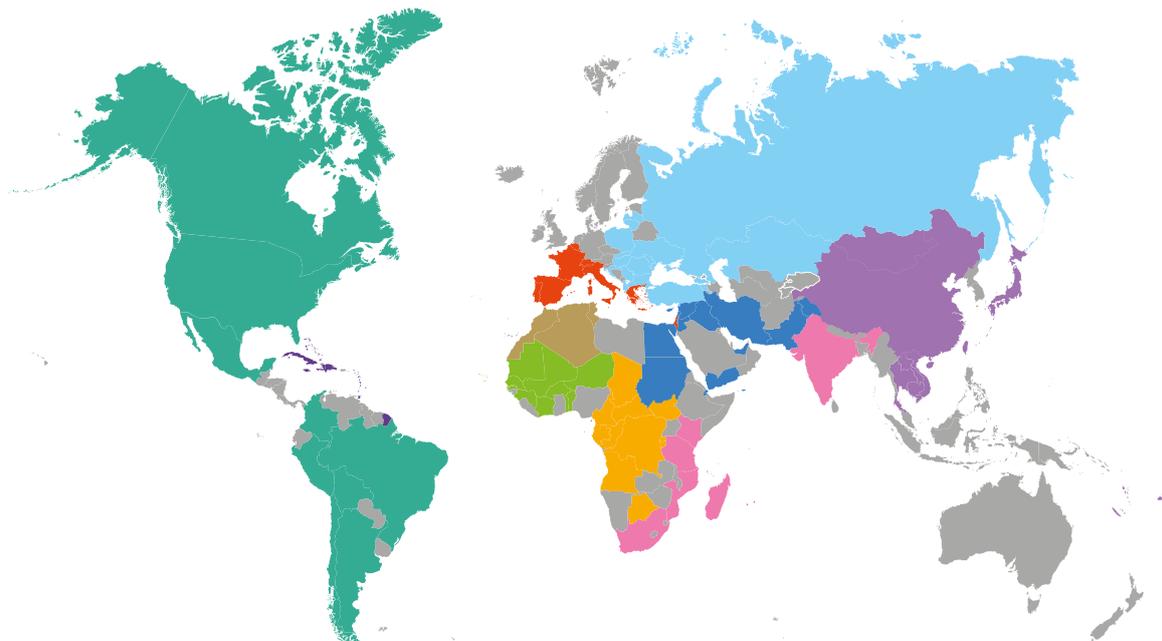
Ce projet est consacré à la modernisation des curriculums d'enseignement supérieur agronomique et à l'amélioration de la qualité des enseignements et de la recherche en Algérie, au Liban, au Maroc et en Tunisie. Le projet QESAMED est subventionné par le programme Tempus. Il dispose d'un budget de près de 1,2 million € (2013-2016). Le projet est coordonné par le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM, France) et le Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD, France). Le consortium regroupe 23 institutions de France, de Belgique, d'Italie, du Maroc, d'Algérie, de Tunisie et du Liban.

## DE NOUVELLES FORMATIONS À DISTANCE EN CRÉATION

L'AUF a lancé en 2013 un appel à projets concernant le développement de l'usage des technologies en éducation. Fondé sur l'innovation pédagogique, cet appel concernait le soutien à la création de formations ouvertes et à distance (FOAD) et de cours en ligne ouverts et massifs (CLOMs) dans les pays du Sud.

Onze projets de création de FOAD et cinq projets de création de CLOMs ont été récemment sélectionnés. Ils bénéficieront du soutien de l'AUF dans leur déploiement. Les projets sont portés en priorité par des institutions d'Afrique subsaharienne, suivi du Maghreb, du Moyen-Orient, de l'Asie Pacifique et de l'Océan Indien.

# CONTACTS



● BA

**Bureau des Amériques - Pôle de développement**

Pavillon Jean-Marc Léger  
3034, Boul. Edouard-Montpetit  
Montréal, (Québec) H3T 1J7 - Canada  
Tél : +1 514 343 72 41 - Tcp : +1 514 343 65 58  
Courriel : americas@auf.org - Site : www.auf.org/ba

● BACGL

**Bureau Afrique centrale et des Grands Lacs**

Université de Yaoundé I,  
Faculté des lettres et sciences humaines  
B.P. 8114 - Yaoundé - Cameroun  
Tél : +237 22 23 97 45 - Tcp : +237 22 22 87 59  
Courriel : afrique-centrale@auf.org  
Site : www.auf.org/bacgl

● BAO

**Bureau Afrique de l'Ouest**

B.P. 10017 - Dakar-Liberté - Sénégal  
Tél : +221 33 824 29 27 - Tcp : +221 33 825 34 58  
Courriel : afrique-ouest@auf.org  
Site : www.auf.org/bao

● BAP

**Bureau Asie-Pacifique**

21, rue Lê Thanh Tông - Hanoi - Vietnam  
Tél : +84 (4) 3 824 73 82 - Tcp : +84 (4) 3 824 73 83  
Courriel : asie-pacifique@auf.org  
Site : www.auf.org/bap

● BC

**Bureau Caraïbe**

51, rue Dufort, Bois Verna - BP 15185 Pétiou-Ville  
HT-6114 Port-au-Prince - Haïti  
Tél : +509 29 42 67 80  
Courriel : caraibe@auf.org - Site : www.auf.org/bc

● BECO

**Bureau Europe centrale et orientale**

1, Boulevard Schitu Magureanu  
Mezzanine 050025 Bucarest - Roumanie  
Tél : +40 21 312 12 76 - Tcp : +40 21 312 16 66  
Courriel : europe-centrale-orientale@auf.org  
Site : www.auf.org/beco

● BEO

**Bureau Europe de l'Ouest - Pôle de développement**

Boulevard Baudouin, 12 - C/O Espace Wallonie  
Bruxelles International - 1000 Bruxelles - Belgique  
Tél : +32 2 290 93 52 - Tcp : +32 2 290 93 50  
Courriel : europe-ouest@auf.org  
Site : www.auf.org/beo

● BM

**Bureau Maghreb**

B.P. 8962 Rabat-Agdal - 10100 Rabat - Maroc  
Tél : +212 5 37 68 32 89 - Tcp : +212 5 37 68 67 22  
Courriel : maghreb@auf.org - Site : www.auf.org/bm

● BMO

**Bureau Moyen-Orient**

B.P. 11-9082 - Riad El-Solh  
Beyrouth 1107 2280 - Liban  
Tél : +961 1 420 270 - Tcp : +961 1 615 884  
Courriel : moyen-orient@auf.org  
Site : www.auf.org/bmo

● BOI

**Bureau Océan Indien**

7, rue Joël Rakotomalala Faravohitra  
B.P. 8349 - 101 Antananarivo - Madagascar  
Tél : +261 20 22 318 04  
Courriel : ocean-indien@auf.org  
Site : www.auf.org/bci

**Rectorat et Siège**

Pavillon Jean-Marc Léger  
3034 Boul. Edouard-Montpetit  
Montréal, (Québec) H3T 1J7 - Canada  
Tél : +1 514 343 6630 / Tcp : +1 514 343 2107  
Courriel : rectorat@auf.org

**Rectorat et Services centraux**

4 place de la Sorbonne  
75005 Paris - France  
Tél : +33 1 44 41 18 18  
Tcp : +33 1 44 41 18 19  
Courriel : rectorat@auf.org

**Directrice de publication :** Nelly Fesseau, Secrétaire générale de l'AUF

**Comité éditorial :** Julien Guyot, Administrateur du pôle institutionnel, juridique et communication ; Olivia Aubertin, Responsable de la communication ; Sandrine Robert, Responsable de l'information institutionnelle.

Ont également participé à l'élaboration de ce numéro, Roxana Turcanu, Responsable des relations extérieures et de la communication au Bureau Europe centrale et orientale de l'AUF, Georges Malamoud, coordonnateur de projets et conseiller.

**Rédaction :** Sandrine Robert, Responsable de information institutionnelle

**Régie et réalisation :**

FRANCE EDITION - Tél. 00 33 4 68 66 94 75

**Les membres de l'AUF qui souhaitent soumettre des informations à insérer dans cette revue sont invités à écrire à l'adresse suivante :** affaires-institutionnelles@auf.org

heb

isti

Rue Joseph Hazard, 34  
B-1180 Bruxelles  
Tel: +32 (0)2 340 12 80  
Fax: +32 (0)2 346 21 34  
courriel: isti@heb.be

[www.isti.be](http://www.isti.be)



## ISTI Institut Supérieur de Traducteurs et Interprètes

**Une reconnaissance internationale au plus haut niveau**

Créé en 1958, dans la foulée des grandes organisations internationales, l'ISTI s'appuie sur plus de 50 ans d'expertise et a diplômé à ce jour plus de 6000 étudiants qui travaillent partout dans le monde.

**Polyvalence et carrières diversifiées**

**Bachelier (3 ans)**

Traduction et interprétation

**Master (2 ans)**

Traduction multidisciplinaire  
Traduction et relations internationales  
Traduction littéraire  
Traduction et industrie de la langue  
Interprétation

*multiculturalisme  
réputation internationale  
échanges internationaux  
stages professionnels  
capacité d'adaptation  
Polyvalence  
80 nationalités  
curiosité intellectuelle*





La CASDEN a construit son succès sur une vocation. Une approche fondée historiquement sur la mise à disposition d'un service et non sur l'exploitation d'une activité.

Sa logique de fonctionnement n'est pas celle du profit à court terme, elle est guidée par la stabilité et la pérennisation de son activité dans l'intérêt de tous : c'est le fondement même de la solidarité coopérative.

Créée et gérée par des enseignants, la CASDEN cultive et porte une vision originale de l'économie pour servir au mieux les intérêts de ses Sociétaires en respectant les règles fondamentales de l'économie sociale : l'égalité et la solidarité.

La CASDEN n'est pas seulement une banque, c'est une histoire pour faire vivre et développer un idéal de solidarité, un style de relations qui font que ses Sociétaires se reconnaissent dans leur banque. Les résultats de la CASDEN démontrent qu'un système coopératif peut s'inscrire durablement dans le paysage économique. Ce modèle puise sa force dans la proximité avec les Sociétaires et l'ancrage territorial. Dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, un réseau de Chargées de Relation accompagne les personnels des Universités, Grandes Écoles et Organismes de Recherche.

La CASDEN a développé ses relations avec ces établissements pour favoriser la construction de projets qui participent à la vie des personnels et à la diffusion de la culture scientifique. Elle partage la volonté de promouvoir leurs actions et s'engage à leurs côtés ainsi qu'auprès des institutions qu'ils représentent.



*Un réseau de Chargées de Relation  
Enseignement Supérieur et Recherche est  
à votre disposition*

Coordonnées disponibles sur [www.casden.fr](http://www.casden.fr)



CASDEN, la banque coopérative de l'éducation, de la recherche et de la culture